Au sujet des espaces féminisés

Lyse Pelletier

Volume 31, numéro 83, 1987

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/021874ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/021874ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Pelletier, L. (1987). Au sujet des espaces féminisés. *Cahiers de géographie du Québec*, 31(83), 177–188. <https://doi.org/10.7202/021874ar>

Résumé de l'article

Quels sont les espaces féminisés ? Quelle est la genèse de la féminisation des espaces de la production familiale ? Quelles en sont les conséquences sur les conditions des femmes ? Une certaine définition des espaces féminisés a déjà été donnée. Ce sont des espaces dévolus, imposés aux femmes de par leurs fonctions idéologiques et économiques dans la production familiale. La féminisation de ces espaces résulte, selon certaines géographes socialistes féministes, du maintien des rapports patriarcaux de sexes dans les sociétés capitalistes avancées. Cependant, la féminisation de ces espaces a au moins permis aux femmes d'émerger un peu plus du domaine privé et de se construire d'autres lieux de sociabilité féminine.

AU SUJET DES ESPACES FÉMINISÉS

par

Lyse PELLETIER

10 rue du Jardin, Loretteville, Québec, G2A 2P9

RÉSUMÉ

Quels sont les espaces féminisés ? Quelle est la genèse de la féminisation des espaces de la production familiale ? Quelles en sont les conséquences sur les conditions des femmes ? Une certaine définition des espaces féminisés a déjà été donnée. Ce sont des espaces dévolus, imposés aux femmes de par leurs fonctions idéologiques et économiques dans la production familiale. La féminisation de ces espaces résulte, selon certaines géographes socialistes féministes, du maintien des rapports patriarcaux de sexes dans les sociétés capitalistes avancées. Cependant, la féminisation de ces espaces a au moins permis aux femmes d'émerger un peu plus du domaine privé et de se construire d'autres lieux de sociabilité féminine.

MOTS-CLÉS : *Espaces féminisés, rapports patriarcaux de sexes, rapports de sexes, production familiale.*

ABSTRACT

On Women's Environments

What types of environments are ascribed to women ? In what ways has domestic production contributed to the creation of « women's sphere », and what are the consequences for women's daily lives ? We are already familiar with certain definitions of women's sphere : feminized spaces are seen as subordinate spaces, imposed on women in order to fulfil ideological and economic functions associated with domestic work and the production of family life. According to socialist feminist geographers, this feminization of spaces is the result of the perpetuation of patriarchal relationships within advanced capitalist societies. However, the creation of such « female territory » has at least enabled women to emerge from the purely private sphere of the home and to develop their own social networks in these environments.

KEY WORDS : *Feminized environments, gender relations, patriarchy, domestic production, socialist-feminist theory.*

*
* *

Les images et le langage véhiculés dans les média reproduisent et restructurent, à des degrés divers, les discours et l'imaginaire social d'un marquage sexuel de l'environnement. L'étude de Guillot et Neyrand (1985), ainsi qu'un article subséquent

de ce dernier (1986), démontrent que cette situation prévaut encore aujourd'hui malgré des efforts constants pour réduire ces idéologies sexistes et ces images d'un partage sexuel de l'environnement :

« Alors même que la tendance actuelle est à un investissement croissant de l'activité professionnelle par les femmes et de l'espace privé par les hommes, la spécialisation traditionnelle qui liait femmes et domaine privé et hommes et domaine public perdure. Dans les discours... la femme reste la gardienne diffuse d'un espace intérieur indexé à l'imaginaire du foyer, l'homme trouvant ses références premières au sein de l'espace public ou bien d'un mode d'investissement ludique de l'espace privé » (Guillot et Neyrand, 1985, p. 55).

La situation concrète des femmes dans l'environnement se caractérise aussi par ces « profondes contradictions entre les possibilités apparemment infinies d'ouverture qui leur sont offertes et la persistance de structures de pouvoir patriarcales, les unes et les autres renforcées par le mode de production capitaliste » (Dagenais, 1980, p. 21). Quels sont les espaces discriminés selon les sexes ? Cette question nous amène à introduire le concept d'espaces féminisés, lequel se rattachera à l'approche socialiste féministe en géographie.

Une certaine définition de l'espace féminisé a déjà été donnée par les membres du Collectif de lecture sur l'espace et les femmes (Université Laval, Département de géographie). Cependant, ce concept n'a jamais été exploité comme tel. Les espaces féminisés désignent des espaces dévolus, imposés aux femmes de par leurs fonctions de reproductrices biologique et sociale de la force de travail ; ces espaces qui réfèrent à la production familiale et à ses extensions dans la production-reproduction socialisée. Mais quelle est la genèse de ces espaces ? Quelles en sont les conséquences sur les conditions de vie des femmes ? La première question, d'ailleurs fondamentale, constitue la trame de fond du débat théorique auquel se livrent actuellement les géographes féministes. Pour comprendre la genèse de la féminisation des espaces de la production familiale, il apparaît opportun de passer ici en revue ce débat, d'autant plus que celui-ci se rattache finalement à toute la question de ce que devrait être la géographie féministe.

Dans un premier temps donc, on abordera la genèse des espaces féminisés par le biais de ce débat théorique ayant cours chez les géographes féministes. Dans un deuxième temps, on examinera les conséquences et les effets de cette féminisation des espaces de la production familiale sur les conditions de vie des femmes.

LA FÉMINISATION DES ESPACES DE LA PRODUCTION FAMILIALE : LES APPROCHES FÉMINISTES EN GÉOGRAPHIE

Depuis plus d'une décennie maintenant, des géographes féministes, d'abord en réaction contre l'androcentrisme de la géographie, ont porté leurs réflexions sur la question des femmes dans l'environnement. Le constat du rapport différentiel des femmes à l'environnement est maintenant reconnu. Néanmoins, les géographes féministes ont traité et traitent actuellement ce rapport de façon différente, en employant des outils conceptuels également différents, selon qu'elles privilégient l'une ou l'autre des approches féministes. Les problématiques de la subordination des femmes (*women's inequality*), des rôles sexués (*gender roles*), des rapports de sexes ou rapports sociaux de sexe (*gender relations*) et des rapports patriarcaux de sexes (*patriarchal gender relations*) font tour à tour l'objet de l'analyse géographique des rapports hommes/femmes. Cependant, on a retenu ici les problématiques les plus

récentes, mais aussi et surtout celles qui sont les plus susceptibles d'ouvrir le débat théorique de l'étude féministe en géographie.

La problématique des rapports de sexes

Après s'être donné comme tâche première de rendre les femmes visibles dans l'analyse géographique, des géographes féministes appliquèrent la problématique des rapports de sexes à l'analyse de la structuration de l'environnement capitaliste. Cette problématique est issue d'un courant de pensée dit matérialiste historique féministe. Ces géographes féministes considèrent que les approches féministes explorées jusqu'ici ainsi que les problématiques qui leur sont inhérentes, dont celles de la subordination des femmes et des rôles sexués, présentent d'importantes limites sur le plan de leur systématisation du rapport des sexes à la structuration sociale et spatiale capitaliste. Premièrement, ces problématiques restreignent les femmes à une sous-population spécifique, ahistorique et statique. Deuxièmement, la somme des observations empiriques se dégageant de ces problématiques renforce la vision des femmes en tant que victimes passives face à une subordination et à des rôles sexués prédéterminés. Troisièmement, les tentatives suggérées par ces problématiques et qui consistent à ajuster la question des femmes à l'intérieur d'analyses spatiales conventionnelles limitent le développement d'un champ théorique plus apte à établir les liens entre la situation des femmes et l'environnement. Par conséquent, si ces problématiques de la subordination des femmes et des rôles sexués démontrent les inégalités sociales et spatiales dont sont victimes les femmes, elles n'expliquent pas pour autant la genèse de ces inégalités et de la féminisation des espaces de la production familiale (Women and Geography Study Group of the IBG, 1984; McDowell, 1983, 1986; Bowlby, Foord et McDowell, 1986; Foord et Gregson, 1986; Mackenzie, 1984, 1986).

Un nombre croissant de géographes féministes commencent ainsi à explorer un corpus davantage théorique qui considère les rapports entre les sexes comme une production sociale, transhistorique, se créant et se reproduisant dans l'ensemble de l'organisation sociale. Deux perspectives féministes s'introduisent ainsi dans l'analyse géographique des rapports de sexes. Alors que les autres problématiques concernent la manifestation de la discrimination sexuelle dans l'environnement urbain, ces géographes féministes explorent l'origine des interrelations entre les sexes, les relations nécessaires entre la production et la reproduction et la structuration de l'environnement capitaliste.

Les géographes féministes radicales voient les rapports de sexes comme des expressions particulières d'un « mode de production patriarcal » (Foord et Gregson, 1986) indépendant du mode de production capitaliste. Les géographes féministes socialistes, quant à elles, traitent plutôt les rapports de sexes comme des expressions particulières de relations de pouvoir spécifiques aux formations sociales. En termes géographiques, les rapports entre les sexes deviennent une force structurante de l'environnement et ce dernier une composante de la constitution des rapports de pouvoir entre les sexes (Mackenzie, 1986). L'étude de ces interrelations entre les sexes, l'organisation sociale et économique et la structuration capitaliste de l'environnement peuvent mieux expliquer alors le pourquoi du rapport spécifique des femmes à l'environnement et, par conséquent, la féminisation des espaces de la production familiale et de ses extensions dans la production-reproduction socialisée. Les principales études théoriques qui se rattachent au courant de pensée socialiste

féministe sont, entre autres, celles de Foord et Gregson (1986), Mackenzie (1980, 1984, 1986), Masson (1984), McDowell (1983, 1986) et du Women and Geography Study Group of the IBG (1984).

La problématique des rapports patriarcaux de sexes

Certaines de ces géographes féministes socialistes, dont Foord et Gregson (1986) ainsi que McDowell (1986), reconsidèrent les liens possibles entre le patriarcat et le mode de production capitaliste à l'intérieur du courant de pensée socialiste féministe. Dans la seconde partie de leur article, Foord et Gregson examinent les limites de chacune des problématiques utilisées par les géographes féministes. Elles affirment particulièrement que la théorie féministe des rapports de sexes demeure encore partielle car les formes de l'oppression des femmes sont complexes et difficilement saisissables dans leur totalité.

Foord et Gregson nous proposent ainsi une nouvelle façon d'appliquer la théorie féministe socialiste des rapports de sexes par une «reconceptualisation» des interrelations entre les rapports de sexes, le patriarcat et le mode de production capitaliste. Résumons ici quelques-uns des principaux points de leur analyse. C'est ainsi que le patriarcat est défini comme étant à la base de la domination des femmes par les hommes. Les rapports de sexes, quant à eux, ont comme caractéristiques fondamentales la reproduction biologique et l'hétérosexualité. Il est toutefois essentiel de ne pas considérer les rapports de sexes comme des expressions particulières du patriarcat (féminisme radical). Il faut plutôt étudier le patriarcat comme une forme particulière des rapports entre les sexes. En considérant ainsi le patriarcat, celui-ci peut être conceptualisé dans les mêmes termes que les rapports de sexes. Ceci signifie que la reproduction biologique et l'hétérosexualité sont sous la domination des hommes; celles-ci pouvant prendre plusieurs aspects et se manifester de différentes façons en des temps et des lieux spécifiques. De plus, comme le soutiennent les féministes socialistes, les rapports de sexes étant transhistoriques, toute forme de relation sociale doit nécessairement les intégrer. Il nous faut donc comprendre les rapports entre les sexes si nous voulons cerner de façon adéquate les relations de pouvoir associées aux formations sociales capitalistes. En fait, dans ces dernières, le patriarcat est une forme subordonnée mais non indépendante. Capitalisme et patriarcat s'interrelient; ce qui développe les rapports patriarcaux de sexe et assure leur maintien dans les sociétés capitalistes avancées.

La critique fondamentale de McDowell (1986), qui complète la pensée de Foord et Gregson (1986), est que ces dernières n'expliquent pas suffisamment pourquoi les rapports patriarcaux de sexes se développent et se maintiennent ainsi dans les sociétés capitalistes avancées. C'est d'ailleurs une question que soulèvent Foord et Gregson à la fin de leur article.

Si par définition la base fondamentale du patriarcat est la domination des femmes par les hommes, cette oppression est aussi subordonnée aux jeux des relations sociales de production-reproduction capitaliste: «l'oppression des femmes a aussi une base matérielle» (McDowell, 1986, p. 314). Donc pour la majorité des socialistes féministes, incluant Foord et Gregson, le lieu fondamental de l'oppression des femmes se retrouve dans les fonctions qu'elles assument dans la reproduction biologique et sociale de la force de travail. Ces relations de production-reproduction sont socialement renforcées par les institutions étatiques et privées capitalistes et

deviennent partie intégrante des relations entre le capital et le travail. Selon McDowell toujours, le travail familial fait ainsi partie intégrante du travail socialement nécessaire. C'est donc dans la forme que prend la production biologique et la reproduction sociale de la force de travail qu'il faut localiser l'oppression des femmes. En d'autres termes, ce serait dans la dépendance matérielle des femmes pendant les périodes reliées à la reproduction biologique et non dans la simple « psychologie mâle du pouvoir » que la subordination des femmes et leur confinement à l'espace de la production familiale — et par conséquent les rapports patriarcaux de sexes — prennent tout leur sens. En principe les fonctions différentes des hommes et des femmes dans la reproduction biologique de la force de travail devraient normalement se limiter à la naissance des enfants. Cependant, la réalité est tout autre. Dans la réalité effectivement, et pour des raisons que l'on mentionne plus loin, cette fonction particulière des femmes s'étend également au maintien de la reproduction sociale de la force de travail et de la production domestique, cela par le jeu des relations de pouvoir patriarcales entre les sexes et des relations socio-économiques de la production-reproduction capitaliste. En définitive, cette situation a contribué à féminiser encore plus les espaces de la production familiale et certains espaces spécifiques de la production-reproduction socialisée. On retrouve certaines applications de cette problématique des rapports patriarcaux de sexes dans les études effectuées par McDowell et Massey (1985), par Bowlby, Foord et McDowell (1986) et par le Women and Geography Study Group of the IBG (1984).

Il ressort des études effectuées par les géographes féministes, sans égard au courant de pensée auquel chacune se rattache, que l'appropriation/utilisation asymétrique de l'espace est un enjeu central pour les hommes et les femmes dans les sociétés capitalistes. Ces relations de pouvoir entre les sexes se traduisent ainsi dans et par l'organisation de l'environnement. Il se dégage également de ces études une certaine complexité de l'analyse théorique des interrelations réciproques entre les rapports patriarcaux de sexes et la structuration capitaliste de l'environnement. Une théorie féministe unifiante est ainsi loin d'être achevée. Cependant, l'émergence d'une théorie socialiste féministe plutôt que géographique des espaces féminisés, comme l'était la géographie de la subordination des femmes et des rôles sexués, marque la transition du champ régional, spécifique et marginal de la « géographie des femmes » à une « géographie féministe » (Mackenzie, 1986). Dans les chapitres subséquents, on tentera d'ailleurs de composer avec cette dernière problématique des rapports patriarcaux de sexes; ces rapports entre les sexes sous-jacents à la féminisation des espaces de la production familiale.

LA FÉMINISATION DES ESPACES DE LA PRODUCTION FAMILIALE

Dans la région parisienne au XIX^e siècle, le lavoir constitue un exemple d'espace féminisé. Le lavoir est, selon Perrot (1980, 1984), le point de convergence de plusieurs des tâches familiales des femmes. Il est aussi et surtout un lieu d'échange de la culture féminine, un lieu d'entraide et de solidarité féminines qui a même mené à la formation d'organisations coopératives et communautaires de travail familial. Peu à peu, cet espace de pratiques féminines, lieu disait-on de fomentations féminines, est délimité, cloisonné et encadré par l'État. En vertu d'une bonne gestion du milieu urbain et de la rationalisation des espaces lors du développement du système capitaliste, les lavoirs sont d'abord relocalisés dans des lieux spécifiques et construits de façon à empêcher les femmes de parler entre elles. Puis, vers la fin du siècle, ils disparaissent complètement avec les divers progrès technologiques (électricité et système

d'aqueduc), les efforts des mouvements hygiénistes et la rationalisation capitaliste de l'environnement urbain et du travail familial, travail désormais aux antipodes du modèle industriel capitaliste qui se développe. « Ainsi le lavoir est une expérience historique où peut se lire en même temps qu'une pratique féminine de l'espace et du temps, la façon dont elle a été abolie » (Perrot, 1980, p. 22).

On peut se demander si, au Québec, il est possible de circonscrire de tels lieux. Vandelac *et al* (1985) ainsi que le collectif CLIO (1982) rapportent la signification qu'ont les grandes corvées pour les Québécoises dans notre société rurale du siècle dernier. Hémon (1946) décrit aussi l'histoire de ces grandes corvées du printemps où les femmes se réunissaient. Selon ces divers auteurs, la maison représente la base des activités de production et de reproduction dans la vie des gens. La maison constitue particulièrement le pivot de la vie des femmes en tant que lieu de reproduction biologique et sociale de la force de travail. La maison représente également pour les femmes un lieu de socialisation, de culture, de paroles féminines et de formation domestique. Hormis ce lieu privilégié de la transmission des traditions et des pouvoirs féminins, les grandes corvées féminines telles le lavage du printemps, le traitement de la laine et la confection des vêtements s'édifient, elles aussi, en des hauts lieux collectifs et communautaires féminins.

Avec le développement et l'expansion de la manufacture, de nombreux migrants ruraux s'établissent en ville. Des quartiers ouvriers se construisent près des zones industrielles (par exemple, les quartiers Saint-Henri à Montréal et Saint-Roch à Québec). Les femmes mariées, pour des raisons d'ordre moral et économique, sont encore en majorité dépendantes de leur conjoint. Leur vie demeure centrée sur la maison et sur leur dévotion au travail familial, bien que de plus en plus de ces femmes viennent gonfler le nombre des travailleurs, dans les manufactures textiles en particulier. Dans les milieux urbains ouvriers du début du XX^e siècle, les tâches familiales conservent encore un peu de leurs caractères collectifs et de sociabilité féminine (Collectif CLIO, 1982). On peut se remémorer ici l'époque « des cordes à linge » qui, dans l'imagerie populaire québécoise, évoque plus d'un discours, un temps et un espace d'échange et d'entraide féminines.

Le développement de la production capitaliste exacerbe cependant la rupture entre l'unité familiale et l'unité de production, c'est-à-dire rupture entre ce qu'il est convenu d'appeler la sphère privée et la sphère publique. La nouvelle centralité devient le lieu de la production-reproduction socialisée. Cette séparation de la production familiale et de la production-reproduction socialisée se fonde sur un fait d'abord économique, à savoir que ces deux activités prennent place dans des lieux distincts et participent maintenant à des processus fortement différents (et différenciés) dont l'un est marginalisé, mais socialement nécessaire, et l'autre valorisé (Lautier, 1977 ; Women and Geography Study Group of the IBG, 1984). Dans les faits, la sphère familiale perd alors totalement sa fonction économique officielle pour se ranger dans l'économie « fantôme » (Illich, 1981).

De plus, le développement de la production capitaliste entraîne une forte croissance de la population citadine. Les femmes célibataires et mariées joignent également de plus en plus les rangs des salariés. Ces deux situations nouvelles, la congestion urbaine et le besoin d'émancipation des femmes contribuent, selon les classes dirigeantes, à créer différents problèmes sociaux qui brisent l'unité familiale, font décroître le taux de natalité et diminuent la qualité de la reproduction sociale de la force de travail. D'ailleurs, l'insalubrité des maisons, les enfants négligés et les risques d'épidémies font, à l'époque, la manchette des journaux et alertent les classes sociales

plus aisées. Des solutions à ces nouveaux et très inquiétants problèmes urbains qui sapent la vie familiale mais aussi et surtout la reproduction et la qualité de la force de travail sont avancées (Women and Geography Study Group of the IBG, 1984).

La première solution envisagée est l'élimination des taudis et le développement de quartiers résidentiels suburbains pour les travailleurs et leurs familles. Ces types de quartiers et de résidences sont d'ailleurs modelés sur ceux des classes sociales dirigeantes et moyennes (*Ibid*). Parallèlement à cette nouvelle rationalisation économique et sociale de l'environnement urbain s'enclenche tout un processus idéologique de « la vie en famille ». La nouvelle idéologie se fonde sur la famille nucléaire, sur la « micro-politisation » et le renforcement des rapports patriarcaux de sexes. Du même coup les femmes, garantes du nouvel ordre social, sont affectées à l'espace de la production familiale, au privé, au quotidien, au sous-entendu. « À travers le public se construit donc un monde de la sociabilité masculine où les femmes sont exclues » (Perrot, 1980, p. 10).

Cette forme d'organisation économique et sociale capitaliste patriarcale a ainsi pour effet de féminiser encore plus les espaces de la production familiale par la formation de quartiers résidentiels suburbains, par les nouvelles fonctions économiques et sociales de la production familiale accordées aux femmes et enfin, par le nouvel imaginaire social d'une dichotomie sexuelle et spatiale de la sphère privée et publique.

Cette féminisation des espaces de la production familiale s'est aussi réalisée par la privatisation des corvées féminines, par l'isolement des femmes dans leur foyer de banlieue respectif, par la disparition des lieux qui se rattachaient aux corvées collectives des femmes, de même que par le fait d'avoir ainsi rompu la solidarité et le certain pouvoir féminin de l'espace investi. Vandelac *et al* (1985) soulignent par ailleurs que l'industrialisation a touché en premier lieu les productions féminisées telle la confection des vêtements, celle-ci se déplaçant de la maison vers les manufactures. Dans ces cas, l'industrialisation implique de plus une déqualification et une perte de pouvoir de ces travailleuses de même que des lieux de leur production.

Dans nos sociétés contemporaines, il y a donc transformation de la structure sociale et sexuelle de l'environnement parallèlement à cette rationalisation capitaliste, au maintien et même au renforcement de la structure des rapports patriarcaux de sexes. Il y a également transformation de l'usage et de la pratique sexués de l'environnement urbain en regard de la féminisation des espaces de la production familiale et de ses extensions dans la production-reproduction socialisée.

La mobilité spatiale des femmes

La mobilité spatiale des femmes traduit avec une grande acuité les effets de la féminisation des espaces de la production familiale. Ainsi la socialisation et l'éducation des femmes, leurs cycles de vie, leurs emplois, leurs heures de repos et de loisirs, même les trajets et les endroits qu'elles fréquentent sont modelés avant tout par leurs fonctions de reproductrices de la force de travail, celles-ci étant « idéologiquement » exprimées et imprimées dans l'imaginaire social capitaliste patriarcal. D'ailleurs nombre d'études sur la mobilité spatiale des femmes signalent un rétrécissement de l'espace investi à celui de la production familiale et de ses appendices (Coutras et Fagnani, 1978, 1980 ; Chabaud et Fougeyrollas, 1978 ; Vandelac *et al*, 1985). Toutes ces études révèlent à leur façon que les hommes sont le plus souvent absents des lieux du

travail familial, du quotidien, alors que les activités et les déplacements des femmes sont, la plupart du temps, réductibles aux seuls espaces de la production familiale. L'on affirme que de plus en plus d'hommes assument ces charges familiales ; c'est du moins une idée qui circule depuis quelques années. Toutefois, il faut bien le dire, ce n'est pas encore le cas d'une majorité d'hommes ; leurs pratiques spatiales et, par conséquent, leurs lieux investis ne sont pas exclusivement ou en dernière instance déterminés par leurs fonctions dans la production familiale.

Ce qui rend aussi plus difficile la mobilité spatiale des femmes, c'est que l'organisation des transports reflète également cette organisation capitaliste patriarcale de l'environnement. Cette dernière ne prend pas en considération les nouveaux besoins des femmes en matière de déplacements et d'activités « comme si la plupart des femmes étaient dans leur foyer à plein temps » (Wekerle, 1985, p. 2). Les femmes sont, pour la plupart, dépendantes et utilisatrices captives du système de transport en commun, n'ayant pas le même accès que les hommes à l'usage et à la propriété d'une automobile, ce qui restreint davantage leur mobilité spatiale (Wekerle, 1985 ; Masson, 1984 ; Coutras et Fagnani, 1978).

Au-delà des contraintes de mobilité, les responsabilités familiales, la représentation qu'elles s'en font et ce que la société capitaliste patriarcale véhicule comme imaginaire social, imprègnent de façon inconsciente l'ensemble de leur vie quotidienne.

Pratiques spatiales et réseaux sociaux des femmes

Les pratiques spatiales des femmes se structurent ainsi non seulement en termes de contraintes mais également en termes de choix. Si la notion de choix des activités est déterminante de la mobilité (Coutras et Fagnani, 1980), les incidences du travail familial conféré aux femmes deviennent fondamentales. À titre d'exemple, les femmes mariées non salariées ont peu d'activités et de déplacements en dehors de leur quartier de résidence, si ce n'est celles et ceux qui sont nécessaires pour bénéficier de services plus spécialisés ayant trait à leurs responsabilités familiales (le magasinage, entre autres). En ce qui concerne les femmes mariées salariées, leur mode de vie est certes différent de celui des femmes mariées non salariées. Mais il n'est pas évident que leurs activités et leurs pratiques spatiales, mis à part le trajet travail-maison, soient structurées en fonction de leur vie de salariées comme c'est le cas pour la grande majorité des hommes. Leurs trajets travail-maison, par exemple, sont très souvent ponctués, non pas de rencontres amicales ou sociales, mais de responsabilités familiales qu'elles sont d'ailleurs très souvent les seules à assumer.

Dans son étude sur la municipalité d'East York (Toronto), Wellman (1984) relie ainsi les incidences que peuvent avoir le travail familial et le travail salarié sur les réseaux sociaux des sexes en dressant un tableau éloquent des types de réseaux dominants chez les femmes mariées non salariées, les femmes mariées salariées et les hommes mariés salariés. Il en conclut que la composition et la localisation des réseaux sociaux de ces deux catégories de femmes sont grandement affectées par le travail familial, travail dominant la vie de ces femmes.

Un espace féminisé comme extension de la production familiale : les centres d'achat

Les femmes sont aujourd'hui de plus en plus incitées à sortir de leur foyer pour participer plus massivement aux activités de consommation, mais ceci toujours en les

situant prioritairement dans le travail familial. Dagenais (1980, p. 25) signale que même si la mobilité des femmes semble plus grande, « le seul domaine qui reste, sans conteste, largement ouvert aux femmes dans l'espace-temps des villes capitalistes est celui de la consommation », du magasinage, cette activité bien quotidienne qui consiste à assurer la subsistance, le bien-être et le confort de la force de travail. On a émis parfois l'idée que les centres d'achat pouvaient devenir un lieu privilégié d'échange et d'entraide féminines, comme l'étaient les marchés d'antan. Cependant, la situation ici est tout autre et bien que les femmes y soient, dit-on, très présentes, ces lieux n'en forment pas moins encore une extension des espaces féminisés : « La structure des magasins, des équipements, reproduit celle du logement ; les femmes y sont, malgré les apparences, isolées les unes des autres... Partenaires inégales dans l'échange, elles ne peuvent efficacement peser sur le marché ; elles ne font pas les prix et peu la mode » (Enjeu et Savé, 1975, p. 41).

Espaces occupés ne veut donc pas nécessairement dire espaces d'appropriation, de pouvoir et de langage : « le grand magasin représente un véritable renversement par rapport au marché alimentaire, où les ménagères exerçaient au XIX^e siècle, par leur vigilance, un réel contrôle, fondement de leur pouvoir d'intervention dans la cité » (Perrot, 1980, p. 14).

L'espace-famille : espace usurpé

Il existe ainsi une discrimination spatiale entre les hommes et les femmes fondée sur l'organisation capitaliste patriarcale de l'environnement. Cette discrimination est de plus entretenue par les discours, l'imaginaire social, les perceptions et les pratiques spatiales des sexes. Cependant, « la frontière du public et du privé est changeante, sinieuse et traverse même le micro-espace domestique » (Perrot, 1984, p. 216). En effet, cette frontière a toujours été plus ou moins perméable selon les époques, même si l'imaginaire social tend à l'occulter. Dans les sociétés capitalistes avancées, la frontière entre les deux sphères est beaucoup moins restrictive et beaucoup plus relative. Cette perméabilité de la sphère privée, entre autres, entraîne alors l'entrée de l'économie capitaliste à l'intérieur de l'économie domestique.

Hormis la perte de contrôle de certaines productions jadis réservées aux femmes, telle la confection des vêtements, au profit des manufactures, les femmes n'exercent plus qu'un contrôle et un pouvoir relatifs sur le procès et l'espace de travail familial. Les progrès technologiques et les mouvements hygiénistes ont contribué à la valorisation du privé au détriment d'une vision communautaire du travail familial, à la socialisation et à la « professionnalisation » de secteurs assumés par les femmes dans l'espace de la production familiale, tels la santé et l'éducation : « Un des principaux moyens par lesquels la société, à travers ses agents, les professionnels des soins, imposa aux femmes un travail récemment défini, est l'idéal de la sollicitude maternelle. On peut suivre comment le maternage devint une sorte de travail fantôme, non payé et professionnellement supervisé... » (Illich, 1981, p. 161).

Vandelac *et al* (1985), Masson (1984) ainsi que le Women and Geography Study Group of the IBG (1984) rendent bien les effets de l'introduction de la logique capitaliste dans la production familiale. Le développement du travail parcellisé de même que l'expansion et l'extension du marché électroménager dans l'espace-famille font que : « La production familiale s'imprègne de certaines conditions de la production industrielle : travailleuse qui connaît mal ou pas du tout la mécanique des instruments,

gestes fragmentés, parcellisés et répétitifs, production standardisée, mal adaptée aux besoins des femmes » (Vandelac *et al*, 1985, p. 92).

Vandelac *et al* soulignent également que cette forme de rationalisation économique contribue « au renversement du rapport entre l'outil et son utilisatrice au détriment de cette dernière qui devient spectatrice ou faire-valoir des compagnies » (*Ibid.*, p. 93). Si les femmes ont ainsi gagné du temps, elles ont cependant perdu la maîtrise de leur procès de travail et, en un certain sens, leur propre culture. L'entraide féminine est, dans ce cas, remplacée par un rapport femme-consommatrice ou même femme-produit.

À une autre échelle, la pénétration de l'économie capitaliste dans les espaces féminisés de la production familiale, en l'occurrence les banlieues, se manifeste par ce que l'on pourrait qualifier de « re-récupération » économique de ces espaces. Comme le soulignent Kaniss et Robins (1974) ainsi que Villeneuve et Rose (1986a), la décentralisation de l'économie a amené les entreprises privées et publiques à s'installer dans les zones résidentielles pour mieux retrouver une main-d'œuvre captive, majoritairement féminine, à bon marché, compétente et désirant travailler à proximité de son lieu de résidence à cause des facilités de déplacement, à temps partiel ou même chez elles, à la maison, afin d'allier responsabilités familiales et travail salarié (la couture, le travail par ordinateur, par exemple). Ceci exprime, dans les faits, une véritable extension du travail socialisé traditionnellement féminin à l'intérieur de l'espace-famille.

Les femmes forment actuellement au Québec presque la moitié de la force de travail socialisée et elles occupent encore, en majorité, des ghettos d'emplois reliés à leurs rôles traditionnels, véritable extension, encore une fois, du travail familial dans l'espace public. S'il existe un cloisonnement sexuel et spatial entre la sphère de la production familiale et celle de la production-reproduction socialisée, il existe également un marquage sexuel et spatial dans la production-reproduction socialisée en relation directe avec la structuration de l'économie capitaliste. Quant à cette question, on peut se référer ici aux études effectuées, entre autres, par Villeneuve et Rose (1986a, 1986b) ainsi que par Gagnon (1986) quant à la place des femmes dans la division spatiale du travail salarié au Québec.

CONCLUSION

La relation des femmes à l'environnement s'inscrit d'abord, comme on l'a énoncé tout au long de ce texte, par le jeu du mot pouvoir. Le terme pouvoir, comme les termes espace ou territoire par ailleurs, est un terme « polysémique » (Perrot, 1984; Duffy, 1986) mais aussi et surtout masculinisé. Son sens « masculin » est à connotation plutôt politique et économique. Le terme « espaces féminisés » exprime d'ailleurs le rapport spécifique des femmes à la structuration capitaliste de l'environnement vu sous cette dimension universelle du pouvoir. Si l'espace féminisé prend beaucoup de place dans le contenu de cet article, c'est que ce rapport des femmes à l'environnement est bien réel et très visible dans leur quotidien. On ne peut le renier ni le rayer, même si ce rapport spécifique renvoie encore l'image de la femme subordonnée, opprimée et non celle de la femme-actrice dans la structuration de l'environnement. Cependant, ce rapport à l'espace n'est pas le seul. Si l'on se rapporte au second sens du mot pouvoir, sens moins restrictif, celui-ci correspond à des influences diffuses, informelles et périphériques (Perrot, 1984; Duffy, 1986). Les femmes n'ont peut-être pas le Pouvoir

mais elles possèdent des pouvoirs dans les différentes sphères sociales et spatiales. En ce sens, il existe aussi un habiter au féminin (Risi, 1986). Il n'est pas que pure illusion. Mais où sont ces pouvoirs des femmes dans l'environnement ? Où sont ces espaces de la sociabilité et de la parole féminines ?

Les femmes se sont de tout temps créées des lieux privilégiés, et comme la production familiale se réalise maintenant dans la solitude du foyer, la sociabilité des femmes s'est transposée ailleurs, vers d'autres lieux. La féminisation de la production familiale a peut-être produit d'énormes désavantages pour les femmes dont la perte d'un espace de pouvoirs féminins, l'espace-famille. En retour, elle a permis aux femmes d'émerger un peu plus du domaine privé, de se construire d'autres espaces moins rattachés au cadre strict de la famille. Ces espaces ne passent plus par la concrétude de celui de la production familiale même si l'objet de la sociabilité féminine demeure encore souvent rattaché à la famille.

Par exemple, le développement au Québec dès 1915 des Cercles de fermières constitue un nouveau type de pratiques féminines. Celui-ci s'inscrit en réaction (Vandelac *et al.*, 1985) aux sentiments qu'éprouvent les femmes vis-à-vis la perte d'une partie importante de leur rôle directement productif, de leur savoir, ainsi que des lieux et des réseaux majeurs de solidarité, de paroles et de culture féminines. Les Cercles de fermières continuent à transmettre un certain savoir à propos du travail familial. Cependant, cette forme de sociabilité se réalise ailleurs que dans le cadre spatial de la production familiale.

D'autres nouveaux espaces de pratiques féminines se constituent aussi par le biais des groupes, associations, organismes et comités qui naissent et qui œuvrent à plusieurs niveaux de l'espace social, et particulièrement au niveau de l'espace urbain. Leurs pouvoirs d'intervention se font de plus en plus présents. C'est ainsi que des pressions s'exercent de plus en plus pour une certaine « réappropriation » par les femmes de l'espace urbain, de l'espace-voisinage, du quartier. En effet, beaucoup de luttes, de revendications et de solidarités, souvent à dominante féminine, naissent à ce niveau spatial via la formation de logements coopératifs, la mise sur pied de moyens de transport collectifs, de garderies, de parcs, etc. L'analyse des luttes dans un quartier de Québec, le quartier Saint-Jean-Baptiste, peut révéler à cet égard les pouvoirs diffus mais importants des femmes au niveau des quartiers urbains. Actuellement à Québec, des femmes provenant de divers milieux travaillent sur le contenu du nouveau Plan directeur d'aménagement de la ville. Elles déposeront d'ailleurs d'ici peu un mémoire présentant leurs revendications et leurs points de vue face à un aménagement non sexiste de la ville. En fait, les pouvoirs d'intervention que les femmes possédaient dans les cités du siècle dernier seraient-ils encore aujourd'hui la clef de leurs pouvoirs dans le territoire ?

SOURCES CITÉES

- BOWLBY, Sophia, FOORD, Jo et McDOWELL, Linda (1986) The Place of Gender in Locality Study. *Area*, 18 (4) : 327-331.
- CHABAUD, Danielle et FOUGEYROLLAS, Dominique (1978) Travail domestique et espace-temps des femmes. *International Journal of Urban and Regional Research*, 2 (3) : 421-431.
- COLLECTIF CLIO (1982) *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*. Montréal, Éd. Quinze, 521 p.
- COUTRAS, Jacqueline (1982) Les femmes dans leurs espaces habituels en milieu urbain (Paris). *Analyse de l'espace*, 4 : 1-11.

- COUTRAS, Jacqueline et FAGNANI, Jeanne (1978) Femmes et transports en milieu urbain. *International Journal of Urban and Regional Research*, 2 (3) : 432-439.
- (1980) Mobilité quotidienne et mode de vie des femmes en milieu urbain : problèmes méthodologiques. *Analyse de l'espace*, 2 : 21-32.
- DAGENAIS, Huguette (1980) Les femmes dans la ville et dans la sociologie urbaine. *Anthropologie et sociétés*, 4 (1) : 21-37.
- DUFFY, Ann (1986) Reformulating Power for Women. *Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie*, 23 (1) : 22-45.
- ENJEU, Claude et SAVÉ, Joana (1975) Structures urbaines et réclusion des femmes, in Collectif, *Les femmes s'entêtent*. Paris, Éd. Gallimard, p. 33-49.
- FOORD, Jo et GREGSON, Nicky (1986) Patriarchy : Towards a Reconceptualisation. *Antipode*, 18 (2) : 186-211.
- GAGNON, Diane (1986) L'impact de la féminisation du marché du travail sur les développements récents de la structure industrielle québécoise, in Langlois, Simon et Trudel, François, éd. *La morphologie sociale en mutation au Québec*. Montréal, Les cahiers de l'ACFAS, 41 : 37-59.
- GUILLLOT, Caroline et NEYRAND, Gérard (1985) Le sexe de l'espace. *Espaces et sociétés*, 46 : 55-69.
- HÉMON, Louis (1946) *Maria Chapdelaine*. Montréal, Éd. Fides, 189 p.
- ILLICH, Yvan (1981) *Le travail fantôme*. Paris, Éd. du Seuil, 162 p.
- KANISS, P. et ROBINS, B. (1974) The Transportation Needs of Women, in Hapgood, Karen et Getzels, Judith, ed. *Planning, Women and Change*. Chicago, American Society of Planning Officials, p. 63-70.
- LAUTIER, Bruno (1977) Forme de production capitaliste et procès de travail domestique. *Critique de l'économie politique*, 1 : 61-91.
- MACKENZIE, Suzanne (1980) Women's Place — Women's Space : a comment. *Area*, 12 : 47-48.
- (1984) Editorial Introduction : Women and Environment. *Antipode*, 16 (3) : 3-10.
- (1986) Feminist Geography. *Le géographe canadien*, 30 (3) : 268-270.
- MASSON, Dominique (1984) Les femmes dans les structures urbaines — aperçu d'un nouveau champ de recherche. *Revue canadienne de science politique*, 17 (4) : 755-782.
- MCDOWELL, Linda (1983) Towards an Understanding of the Gender Division of Urban Space. *Environment and Planning D. Society and Space*, 1 (1) : 59-72.
- (1986) Beyond Patriarchy : a Class-Based Explanation of Women's Oppression. *Antipode*, 18 (3) : 311-321.
- MCDOWELL, Linda et MASSEY, Doreen (1985) A Woman's Place, in Massey, Doreen et Allen, John eds. *Geography Matters*. Cambridge, Cambridge University Press, p. 128-147.
- NEYRAND, Gérard (1986) Imaginaire du couple et modernité. *Cahiers internationaux de sociologie*, 80 : 127-145.
- PERROT, Michelle (1980) La ménagère dans l'espace parisien au XIX^e siècle. *Annales de la recherche urbaine*, 9 : 3-22.
- (1984) Espaces féminins dans la ville au XIX^e siècle. *Pénélope*, 11 : 25-31.
- RISI, Christine (1986) Géographie et féminisme : remarques liminaires. *Cahiers de géographie du Québec*, 30 (79) : 77-82.
- VANDELAC, Louise, BÉLISLE, Diane, GAUTHIER, Anne et PINARD, Yolande (1985) *Du travail et de l'amour : les dessous de la production domestique*. Montréal, Éd. Saint-Martin, 418 p.
- VILLENEUVE, Paul et ROSE, Damaris (1986a) Évolution de la place des femmes dans la division spatiale du travail à Québec entre 1971 et 1981. Québec, Université Laval, Département de géographie, *Notes et documents de recherche*, n° 26, p. 71-92.
- (1986b) Force de travail et redéploiement industriel dans la région de Québec, 1971-1981. *Revue canadienne des sciences régionales*, 9 (2) : 184-205.
- WEKERLE, Gerda (1985) *La planification urbaine : comment la mettre au service des femmes*. Downsview (Ont.), Université York, Faculté de l'environnement, 5 p.
- WELLMAN, Barry (1984) *Domestic Work, Paid Work and Network*. Toronto, University of Toronto, Centre for Urban and Community Studies, 63 p.
- WOMEN AND GEOGRAPHY STUDY GROUP OF THE IBG (1984) *Geography and Gender : an Introduction to Feminist Geography*. London, Hutchinson, 160 p.

(acceptation définitive en mars 1987)